

SERVICE TECHNIQUE
INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSEES

12-14 Quai de Gesvres - PARIS IV^e
75195 - PARIS RP

Paris, le 30 octobre 2007

Préfecture du Val de Marne
Commune de Vitry sur Seine
Dossier n°94.10020
N° GIDIC : 65-6552

SANOFI Chimie
Centre de Production de Vitry
9 Quai Jules Guesde – BP 35
94403 Vitry sur Seine

Classement ICPE:

Autorisation : 167C, 1111/2/b, 1130/2, 1131/1/b, 1131/2/b, 1136/A/1/b, 1136/B/b, 1141/2, 1171/1/b, 1171/2/b, 1172/2, 1175/1, 1212/2, 1420/2, 1432/2/a, 1433/B/a, 1450/2/a, 1510/1, 1611/1, 1630/1, 1710/1/a, 2120/1, 2260/1, 2620, 2910/A/1, 2915/1/a, 2920/1/a, 2920/2/a,

Déclaration : 1111/1/c, 1111/3/c, 1116/4, 1131/3/c, 1172/3, 1173/3, 1175/2, 1185/2/b, 1190/1, 1200/2/c, 1416/3, 1434/1/b, 1820/3, 2210/2, 2240/2, 2560/2, 2685, 2925, 2935/2, 2921/1/b, 2921/2

Adresse du siège social :
9 rue du Président Allende
94250 GENTILLY

Classement nomenclature eau :

1.1.1/1 (A), 2.1.0/1 (A), 2.1.1 (A), 2.2.0/1 (A),
2.3.0/1/a (A)

Activité générale du site :
Fabrication de principes actifs pharmaceutiques

AP codificatif du 26/7/1966

AP 5/2/2002 : Etude de dangers

**AP 24/6/2004 : Compléments étude de dangers et mesures
de réduction des risques ammoniac et diméthylamine**

Site en zone inondable

**Actions Nationales 2007 : Risque foudre, IPPC, 87
substances ; COV ; Déclaration CO₂, Réduction émissions
toxiques (Benzène),**

Site inclus dans le programme d'inspection : Prioritaire

Site "Seveso" seuil haut

Site "Seveso" seuil bas

Site BdF / Site IPPC

Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation

Site dans un périmètre de plan de secours

BASOL

Références :

- AP n° 2002-319 du 5 février 2002 : réactualisation de l'étude de dangers du site
- AP n° 2004-2192 du 24 juin 2004 : compléments à l'étude de dangers du site et mesures de réduction des risques relatives aux stockages d'ammoniac et de diméthylamine.
- Rapport d'information sur les risques industriels du site SANOFI-AVENTIS de Vitry sur Seine daté du 6 juillet 2007.

- Arrêté du 10 mai 2000, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- Circulaire interministérielle DPPR/DGUHC du 4 mai 2007 relatif au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

Objet du rapport : Etudes de dangers :

- Réunion du 28/9/2007
- Projet de réglementation complémentaire

Introduction

Les études de dangers remises par SANOFI-AVENTIS entre 2004 et 2006 ont fait l'objet d'un rapport d'information du 6 juillet 2007 transmis à la DDE en vue de l'élaboration d'un « Porter à connaissance » (PAC).

Ce rapport d'information a fait l'objet d'une réunion avec la DDE le 5 septembre 2007 (cf : le compte rendu joint au présent rapport).

Suite à cette réunion, le STIIC a proposé un projet d'AP complémentaire demandant :

- la révision des études de dangers en prenant en compte les dispositions des nouveaux textes réglementaires (arrêtés ministériels du 29/9/2005)
- les compléments aux études de dangers existantes nécessaires à l'élaboration d'un PAC selon les dispositions définies dans la circulaire du 4 mai 2007.

1 – Réunion du 28 septembre 2007 et projet d'arrêté complémentaire

Le 28 septembre 2007 s'est tenue une réunion avec Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-de-Marne en présence de la DRE, de la DDE, de l'EPORSA (OIN), du SIACED et du STIIC (cf : le relevé de conclusions du 1 octobre 2007).

Suite à cette réunion le STIIC propose de soumettre à l'avis du CODERST le projet d'AP complémentaire suivant dont la condition 3 a été légèrement modifiée par rapport au premier projet d'arrêté.

Condition 1 : Révision des études de dangers

La société SANOFI Chimie doit réviser les études de dangers de l'ensemble du site SANOFI-AVENTIS (centres de production et de recherche) en prenant en compte :

- Les critères techniques d'intensité, de probabilité, de gravité et de cinétique définis dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- Les dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations

dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment les articles 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4.

Les études de dangers révisées doivent être adressées au préfet dans un délai maximal de 1 an.

Condition 2 : Contenu des études de dangers révisées

Le contenu de chaque étude de dangers comprend à minima les éléments suivants :

- La description et la caractérisation de l'environnement (et plans associés) ;
- La description des installations et de leur fonctionnement ainsi que des produits utilisés et fabriqués ;
- L'identification et la caractérisation des potentiels de danger ;
- Les mesures de réduction des potentiels de danger ;
- L'accidentologie et le retour d'expérience interne et externe ;
- Les mesures générales de prévention, de mitigation et de protection ;
- L'évaluation des risques (analyse préliminaire et étude détaillée des risques) ;
- La caractérisation et le classement des différents phénomènes et des accidents potentiels en termes d'intensité des effets des phénomènes, de gravité des conséquences des accidents, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte des performances des mesures de maîtrise des risques (ou barrières de sécurité). Tous les accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement doivent être positionnés selon la grille de l'annexe V de l'arrêté du 10 mai modifié ;
- Les justifications de la performance des mesures de maîtrise des risques concernant ; l'efficacité, la fiabilité, la disponibilité, l'adéquation de leur cinétique de mise en œuvre avec celle des événements à maîtriser, la testabilité, la maintenance ;
- Une cartographie des zones d'effets avec un jeu de cartes par type d'effet (thermique, toxique, surpression et éventuellement projections). Chaque jeu comporte une carte par niveau de probabilité d'occurrence, représentant les zones délimitées par les seuils d'effets sur l'homme définis par l'arrêté du 29 septembre 2005 ; Sur ces cartes doivent être représentés les points à l'origine desquels sont tracées les distances d'effets.

Une cartographie globale pour l'établissement sera également fournie.

- Un résumé non technique de l'étude des dangers ;

Condition 3 : Compléments aux études de dangers existantes

La société SANOFI CHIMIE doit ;

- compléter les études de dangers existantes en fournissant pour chacun des phénomènes dangereux susceptibles d'engendrer des effets à l'extérieur de l'établissement, y compris pour les scénarios domino, la cotation en classes de probabilité d'occurrence (A, B, C, D ou E) et l'intensité des effets sur l'homme (effets irréversibles, effets létaux, effets létaux significatifs et effets indirects par bris de vitres) telles que définies dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (Annexes 1 et 2).
- présenter les phénomènes dangereux de classe E pouvant être considérés comme extrêmement improbables, avec toutes les justifications nécessaires concernant les mesures de maîtrise des risques prises en compte, en application des critères d'exclusion définis dans la circulaire du MEDD du 3 octobre 2005 ;

▫ fournir une cartographie des zones d'effets avec un jeu de cartes par type d'effet (thermique, toxique, surpression). Chaque jeu comporte une carte par niveau de probabilité, représentant les zones délimitées par les seuils d'effets sur l'homme définis par l'arrêté du 29 septembre 2005 ; Sur ces cartes doivent être représentés les points à l'origine desquels sont tracées les distances d'effets.

Ces compléments aux études de dangers existantes doivent être adressés au Préfet dans un délai maximal de 3 mois.

CONCLUSION

Les études de dangers transmises par l'exploitant entre 2004 et 2006 conformément aux arrêtés préfectoraux des 5 février 2002 et 24 juin 2004, nécessitent des justifications et des études complémentaires.

Nous proposons d'imposer par arrêté complémentaire :

- la révision des études de dangers selon les dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié et de l'arrêté du 29 septembre 2005 (« PGIC »).
- les compléments aux études de dangers existantes permettant la réalisation d'un « Porter à connaissance » en application des dispositions de la circulaire du 4 mai 2007.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
L'inspecteur des installations classées	L'ingénieur en chef chargé des risques majeurs	Le chef de département chargé du Val-de-Marne

SERVICE TECHNIQUE INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Dossier : 94-10020

Raison sociale : SANOFI Chimie

Adresse : 9 quai Jules Guesde

Commune : VITRY SUR SEINE

Projet de prescriptions complémentaires relatives aux études de dangers

Condition 1 : Révision des études de dangers

La société SANOFI Chimie doit réviser les études de dangers de l'ensemble du site SANOFI-AVENTIS (centres de production et de recherche) en prenant en compte :

- Les critères techniques d'intensité, de probabilité, de gravité et de cinétique définis dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- Les dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment les articles 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4.

Les études de dangers révisées doivent être adressées au préfet dans un délai maximal de 1 an.

Condition 2 : Contenu des études de dangers révisées

Le contenu de chaque étude de dangers comprend à minima les éléments suivants :

- La description et la caractérisation de l'environnement (et plans associés) ;
- La description des installations et de leur fonctionnement ainsi que des produits utilisés et fabriqués ;
- L'identification et la caractérisation des potentiels de danger ;
- Les mesures de réduction des potentiels de danger ;
- L'accidentologie et le retour d'expérience interne et externe ;
- Les mesures générales de prévention, de mitigation et de protection ;
- L'évaluation des risques (analyse préliminaire et étude détaillée des risques) ;
- La caractérisation et le classement des différents phénomènes et des accidents potentiels en termes d'intensité des effets des phénomènes, de gravité des conséquences des accidents, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte des performances des mesures de maîtrise des risques (ou barrières de sécurité). Tous les accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement doivent être positionnés selon la grille de l'annexe V de l'arrêté du 10 mai modifié ;

- Les justifications de la performance des mesures de maîtrise des risques concernant ; l'efficacité, la fiabilité, la disponibilité, l'adéquation de leur cinétique de mise en œuvre avec celle des événements à maîtriser, la testabilité, la maintenance ;
- Une cartographie des zones d'effets avec un jeu de cartes par type d'effet (thermique, toxique, surpression et éventuellement projections). Chaque jeu comporte une carte par niveau de probabilité d'occurrence, représentant les zones délimitées par les seuils d'effets sur l'homme définis par l'arrêté du 29 septembre 2005 ; Sur ces cartes doivent être représentés les points à l'origine desquels sont tracées les distances d'effets.
Une cartographie globale pour l'établissement sera également fournie.
- Un résumé non technique de l'étude des dangers ;

Condition 3 : Compléments aux études de dangers existantes

La société SANOFI CHIMIE doit ;

- compléter les études de dangers existantes en fournissant pour chacun des phénomènes dangereux susceptibles d'engendrer des effets à l'extérieur de l'établissement, y compris pour les scénarios domino, la cotation en classes de probabilité d'occurrence (A, B, C, D ou E) et l'intensité des effets sur l'homme (effets irréversibles, effets létaux, effets létaux significatifs et effets indirects par bris de vitres) telles que définies dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (Annexes 1 et 2).
- présenter les phénomènes dangereux de classe E pouvant être considérés comme extrêmement improbables, avec toutes les justifications nécessaires concernant les mesures de maîtrise des risques prises en compte, en application des critères d'exclusion définis dans la circulaire du MEDD du 3 octobre 2005 ;
- fournir une cartographie des zones d'effets avec un jeu de cartes par type d'effet (thermique, toxique, surpression). Chaque jeu comporte une carte par niveau de probabilité, représentant les zones délimitées par les seuils d'effets sur l'homme définis par l'arrêté du 29 septembre 2005 ; Sur ces cartes doivent être représentés les points à l'origine desquels sont tracées les distances d'effets.

Ces compléments aux études de dangers existantes doivent être adressés au Préfet dans un délai maximal de 3 mois.